

# JOURNAL OFFICIEL

DE LA

## POLYNÉSIE FRANÇAISE

PARAISANT LE 15 ET LE DERNIER JOUR DE CHAQUE MOIS

Marahiti 115  
N° 20

TE VEA A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 31  
no Atete 1966

## ABONNEMENTS

Un an    Six mois    3 mois  
(Francs Pacifique)

Polynésie française.	450 fr.	240 fr.	130 fr.
France et territoires d'Outre-mer.....	470 fr.	250 fr.	135 fr.
Etranger.....	600 fr.	350 fr.	200 fr.

## PRIX DU NUMERO

Polynésie, France et T.O.M. : 25 fr. — Etranger : 35 fr.  
Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être  
adressées au Chef de l'Imprimerie à Papeete.  
Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.  
Les annonces doivent parvenir à l'Imprimerie au plus tard  
6 jours ouvrables avant la parution du journal.

## ANNONCES ET AVIS

Annonces judiciaires, commerciales et an-  
nonces diverses : la ligne..... 30 fr.  
Les mêmes renouvelées : la ligne..... 15 fr.  
Publications de sociétés philanthropiques,  
littéraires, scientifiques, sportives, etc.. 15 fr.  
C.C.P. Papeete N° 1139 — B.P. N° 117

## SOMMAIRE

## PARTIE OFFICIELLE

## Actes du Pouvoir Central

		Pages
1966 11 juil.	Loi n° 66-496 relative à la création de corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française. (Arrêté de promulgation n° 2872 AA du 31 août 1966).	476

## Actes du Gouvernement Local

1966 21 juil.	Arrêté n° 2281 AE portant modification de la liste des produits importés dont les prix sont réglementés.	476
12 août	Arrêté n° 2635 D portant définition de la notion de « produits originaires » dans les échanges avec certains Etats, pays et territoires d'outre-mer.	477
22 août	Arrêté n° 2777 AA/DOM rendant exécutoire la délibération n° 66-69 du 13 juin 1966 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française accordant à Mme Marianne Cowan la concession définitive d'un emplacement du domaine public maritime à Arue, d'une superficie de 4.500 m <sup>2</sup> .	484
26 août	Arrêté n° 2819 AA/F rendant exécutoire la délibération n° 66-94 du 11 août 1966 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française portant modification du budget local d'équipement, exercice 1966.	485
31 août	Arrêté n° 2863 TLS portant fixation de l'indice du coût de la vie et des salaires minima interprofessionnels garantis.	486

## Avis officiels

Service des affaires économiques :

Rectificatif au tableau de l'indice du coût de la vie (publié au J.O.P.F. du 31 mai 1966).	486
Avis concernant l'indice du coût de la vie.	486

## PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces diverses.	486
--------------------	-----

## PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ARRÊTE n° 2872 AA du 31 août 1966 promulguant un acte du pouvoir central.

Le Gouverneur de la Polynésie française, chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la dépêche ministérielle n° 511 du 10 septembre 1931 relative à la promulgation et à la publication des lois, décrets, arrêtés et instructions ministériels ;

Vu l'arrêté modifié n° 1137 PEL du 15 mai 1964 fixant les statuts particuliers, les échelonnements indiciaires et le régime des congés des fonctionnaires des cadres du territoire de la Polynésie française,

## ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>.— Est promulguée dans le territoire pour y être exécutée selon ses forme et teneur :

- la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 relative à la création de corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française,

(publiée à la page 5955 du J.O.R.F. n° 160 des 11 et 12 juillet 1966).

Art. 2.— En application de l'article 2 de la loi ci-dessus des corps de la fonction publique territoriale énumérés à l'article 25 de l'arrêté n° 1137 PEL du 15 mai 1964 susvisé à dater de la publication du présent arrêté sont constitués en corps d'extinction.

Art. 3.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 31 août 1966.

*Le gouverneur,*

Par délégation :

*Le secrétaire général,*

R. LANGLOIS.

LOI n° 66-496 du 11 juillet 1966 relative à la création de corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française.

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1<sup>er</sup>.— Des corps de fonctionnaires de l'Etat seront créés pour l'administration de la Polynésie française. Les fonctionnaires appartenant à ces corps sont recrutés en priorité en Polynésie française et ont vocation à y servir.

Un décret en Conseil d'Etat fixera les dispositions communes applicables à ces corps, qui pourront, après avis du conseil supérieur de la fonction publique, déroger au statut général des fonctionnaires pour l'application de la présente loi.

Art. 2.— Il est mis fin au recrutement dans les cadres territoriaux de la Polynésie française.

Les fonctionnaires se trouvant, à la date de la promulgation de la présente loi, en position statutaire, soit dans les cadres territoriaux de la Polynésie française, soit dans les corps latéraux métropolitains après avoir appartenu aux anciens cadres supérieurs polynésiens pourront être intégrés, sur leur demande, dans les corps visés à l'article 1<sup>er</sup>.

Art. 3.— Les conditions de la prise en charge, par le budget de l'Etat, des rémunérations des fonctionnaires des corps visés à l'article 1<sup>er</sup> et de la participation du territoire de la Polynésie française au coût de ces rémunérations sont fixées chaque année par la loi de finances.

Les emplois auxquels les fonctionnaires des corps visés à l'article 1<sup>er</sup> ont vocation sont créés dans les conditions prévues par la loi organique relative aux lois de finances.

Art. 4.— Toutes dispositions contraires à la présente loi cessent d'être applicables au territoire de la Polynésie française, notamment l'article 8 du décret modifié n° 56-1228 du 3 décembre 1956, l'article 40, paragraphe 1<sup>er</sup>, du décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 et l'article 21, paragraphe J, de l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958.

Art. 5.— Les dispositions de la présente loi prendront effet du 1<sup>er</sup> janvier 1967.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 11 juillet 1966.

C. DE GAULLE.

Par le Président de la République :

*Le Premier ministre,*

Georges POMPIDOU.

*Le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative,*

Louis JOXE.

*Le ministre d'Etat*

*chargé des départements et territoires d'outre-mer,*

Pierre BILLOTE.

*Le ministre de l'économie et des finances,*

Michel DEBRE.

## ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

ARRÊTÉ n° 2281 AE du 21 juillet 1966 portant modification de la liste des produits importés dont les prix sont réglementés.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le décret du 2 mai 1933 pris pour l'application aux colonies de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre ;

Vu l'arrêté n° 831 AE du 13 juin 1952 portant réglementation de la vente et de l'établissement des prix de vente au détail et en gros des marchandises importées ;

Vu l'arrêté n° 319 AE du 5 mars 1948 relatif aux professions de commissionnaire et d'importateur ;

Vu l'avis émis par la commission consultative des prix dans sa séance du 5 juillet 1966 ;

Sur le rapport du chef du service des affaires économiques ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 20 juillet 1966,

### ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>.— L'annexe de l'arrêté n° 831 AE du 13 juin 1952 est modifiée comme suit :

Nomenclature	Marges bénéficiaires	
	Vente au détail	Vente en gros
<b>1<sup>o</sup>) Denrées périssables :</b>		
Tous fruits et légumes, pâtes alimentaires en vrac (en arrivage normal, c'est-à-dire avec 10 % de déchets au plus).....	25 %	15 %
le reste sans changement.		
<b>2<sup>o</sup>) Denrées en vrac nécessitant une manipulation pour la vente :</b>		
Lapins et volailles entiers ou découpés....	25 %	10 %
Oeufs.....	25 %	10 %
le reste sans changement.		
<b>3<sup>o</sup>) Denrées ne nécessitant pas de manipulations spéciales :</b>		
Légumes et fruits congelés arrivant conditionnés pour la vente au détail sans manipulation..	25 %	10 %

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 21 juillet 1966.

Jean SICURANI.

**ARRETE n° 2635 D du 12 août 1966 portant définition de la notion de « produits originaires » dans les échanges avec certains Etats, pays et territoires d'outre-mer.**

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret n° 58-84 du 28 janvier 1958 portant publication du traité de Rome du 25 mars 1957 ;

Vu ledit traité, et notamment ses articles 3, paragraphes 4, 5, 12 à 17, 23, 131 à 136, 189 et 191 ;

Vu la loi n° 63-1249 du 21 décembre 1963 autorisant la ratification de la convention portant révision du traité instituant la communauté économique européenne en vue de rendre applicable aux Antilles néerlandaises le régime spécial d'association défini dans la quatrième partie de ce traité ;

Vu le décret n° 64-811 du 19 juillet 1964 portant application de la convention d'association entre la communauté économique européenne et les Etats africains et malgache associés à cette communauté et des accords annexes du 20 juillet 1963 ;

Vu la décision du 25 février 1964 du conseil de la communauté économique européenne relative à l'association des pays et territoires d'outre-mer à la communauté ;

Vu la décision n° 66-303 du 5 mai 1966 du conseil de la communauté économique européenne relative à la définition de la notion de « produits originaires » et aux méthodes de coopération administrative pour l'application de la décision du 25 février 1964 susvisée ;

Vu la décision n° 66-304 du 5 mai 1966 du conseil de la communauté économique européenne définissant les méthodes de la coopération administrative pour la mise en application de la décision du 25 février 1964 susvisée ;

Vu le décret n° 54-1020 du 14 octobre 1954 relatif au régime douanier des territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 56-650 du 28 juin 1956 portant règlement d'administration publique pour l'application du décret n° 54-1020 du 14 octobre 1954 ;

Vu l'arrêté du 30 octobre 1958 fixant les conditions d'application de l'article 6 du décret n° 56-650 du 28 juin 1956 dans les pays et territoires énumérés à l'article 5 de ce décret ;

Vu la délibération n° 63-1 du 18 janvier 1963 portant réglementation du service des douanes en Polynésie française ;

Vu les tarifs des droits de douane d'importation,

Arrête :

TITRE Ier

Généralités.

Article 1er.— Au sens du présent arrêté, on entend par :

1.— « Etats membres », les Etats membres de la communauté économique européenne.

2.— « Pays et territoires », les pays et territoires d'outre-mer, dont la liste est donnée à l'annexe I du présent arrêté, qui sont associés à la communauté économique européenne en vertu des articles 131 à 136 du traité instituant la communauté économique européenne et conformément aux dispositions de la décision du conseil de la communauté économique européenne du 25 février 1964.

3.— « Etats associés », les Etats africains et malgache, dont la liste est donnée à l'annexe II du présent arrêté, qui sont associés à la communauté économique européenne en vertu de la convention d'association signée à Yaoundé le 20 juillet 1963.

4.— « Association des pays et territoires », l'association résultant des dispositions des articles 131 à 136 du traité et de la décision du conseil de la communauté économique européenne du 25 février 1964.

5.— « Association des Etats africains et malgache » l'association résultant de la convention signée à Yaoundé le 20 juillet 1963.

TITRE II

Définition de la notion de « produits originaires ».

Art. 2.— Pour l'application des dispositions du titre Ier de la décision du conseil de la communauté économique européenne du 25 février 1964 relative à l'association des pays et territoires sont considérés comme produits originaires soit des Etats membres, soit des pays et territoires sous réserve d'avoir été transportés directement au sens de l'article 8, paragraphe 1 ci-après, depuis l'Etat membre, le pays ou le territoire d'exportation jusque dans l'Etat membre, le pays ou le territoire d'importation.

a) Les produits entièrement obtenus soit dans un ou plusieurs Etats membres, soit dans un ou plusieurs pays ou territoires ;

b) Les produits obtenus dans les Etats membres ou dans les pays et territoires et dans la fabrication desquels sont entrés des produits autres que ceux visés au paragraphe a) ci-dessus, à condition que lesdits produits aient fait l'objet d'une opération ou transformation suffisante au sens de l'article 6 ci-après. Cette condition n'est toutefois pas exigée :

en ce qui concerne les produits originaires, au sens du présent arrêté, des pays et territoires et qui sont entrés dans la fabrication de produits obtenus dans les Etats membres ;

en ce qui concerne les produits originaires, au sens du présent arrêté, des Etats membres et qui sont entrés dans la fabrication de produits obtenus dans les pays et territoires.

Art. 3.— Pour l'application du régime préférentiel en vigueur dans les relations avec les Etats africains et malgache visés à l'annexe II les règles énoncées à l'article 2 sont applicables mutatis mutandis.

Art. 4.— Sont considérés, au sens de l'article 2, paragraphe a), ci-dessus, comme « entièrement obtenus » soit dans les Etats membres, soit dans les pays et territoires, soit dans les Etats visés à l'annexe II :

a) les produits minéraux extraits de leur sol ;

b) les produits du règne végétal qui y sont récoltés ;

c) les animaux vivants qui y sont nés et élevés ;

d) les produits provenant d'animaux vivants qui y font l'objet d'un élevage ;

e) les produits de la chasse et de la pêche qui y sont pratiqués ;

f) les produits marins extraits de la mer par leurs navires ;

g) les rebuts et déchets provenant d'opérations manufacturières et les articles hors d'usage, sous réserve qu'ils y aient été recueillis et ne puissent servir qu'à la récupération de matières premières ;

h) les marchandises qui y sont obtenues exclusivement à partir d'animaux ou de produits visés aux paragraphes a) à g) ci-dessus ou de leurs dérivés.

Art. 5.— 1<sup>o</sup>) Pour l'application des dispositions de l'article 4, paragraphe f) ci-dessus aux échanges entre les Etats membres et les pays et territoires l'expression « leurs navires » ne s'applique qu'à l'égard des navires :

— qui sont immatriculés ou enregistrés dans un Etat membre ou dans un pays ou territoire ;

— qui battent pavillon d'un Etat membre ou d'un pays ou territoire ;

— qui appartiennent pour moitié au moins à des ressortissants des Etats membres, pays ou territoires ou à une société dont le siège principal est situé dans un tel Etat membre, pays ou territoire, dont le ou les gérants, le président du conseil d'administration, ou de surveillance et la majorité des membres de ces conseils sont des ressortissants des Etats membres, pays ou territoires et dont, en outre, en ce qui concerne les sociétés de personnes ou les sociétés à responsabilité limitée, la moitié du capital au moins appartient à des Etats membres, pays ou territoires, à des collectivités publiques ou à des nationaux desdits Etats membres, pays ou territoires ;

— dont l'état-major est entièrement composé de ressortissants des Etats membres, pays ou territoires ;

— et dont l'équipage est composé, dans une proportion de 75 p. 100 au moins, de ressortissants des Etats membres, pays ou territoires.

2<sup>o</sup>) Pour l'application des dispositions de l'article 4 paragraphe f) ci-dessus, aux échanges avec les Etats africains et malgache énumérés à l'annexe II l'expression leurs navires ne s'applique qu'à l'égard des navires :

— qui sont immatriculés ou enregistrés en France dans un territoire d'outre-mer ou dans l'un des Etats africains et malgache énumérés à l'annexe II ;

— qui battent pavillon français ou d'un Etat africain ou malgache ;

— qui appartiennent pour moitié au moins à des ressortissants de France, des territoires d'outre-mer ou des Etats africains et malgache à une société dont le siège principal est situé en France dans les territoires d'outre-mer ou les Etats africains et malgache, dont le ou les gérants, le président ou conseil d'administration ou de surveillance et la majorité des membres de ces conseils sont des ressortissants des Etats ou territoires énumérés ci-dessus — et dont en outre, en ce qui concerne les sociétés de personnes ou les sociétés à responsabilité limitée, la moitié du capital au moins appartient aux Etats ou territoires énumérés ci-dessus, à des collectivités publiques, ou à des nationaux desdits Etats ou territoires ;

— dont l'état major est entièrement composé de ressortissants des Etats ou territoires énumérés ci-dessus ;

— et dont l'équipage est composé dans une proportion de 75 p. 100 au moins de ressortissants desdits Etats ou territoires.

Art. 6.— 1<sup>o</sup>) Pour l'application des dispositions de l'article 2 paragraphe b) et en tant que de besoin de l'article 3, sont considérées comme suffisantes :

a) les ouvraisons ou transformations qui ont pour effet de ranger les marchandises obtenues sous une position tarifaire autre que celle afférente à chacun des produits mis en œuvre. Par positions tarifaires, on entend celles de la nomenclature de Bruxelles pour la classification des marchandises dans les tarifs douaniers ;

b) les ouvraisons ou transformations reprises à la liste B de l'annexe 3.

2<sup>o</sup>) Par dérogation au paragraphe 1 a) ci-dessus, les ouvraisons ou transformations qui aboutissent aux produits repris à la liste A de l'annexe 3 ne sont pas considérées comme suffisantes, même si elles ont pour effet de ranger les marchandises obtenues sous une position tarifaire autre que celle afférente à chacun des produits mis en œuvre, à moins qu'il ne s'agisse d'une ouvraison ou d'une transformation qui, pour chacun des produits repris à la liste A de l'annexe 3 :

a) soit autre que celles portées, en regard de ce produit, dans la colonne 3 de ladite liste A ;

b) ou bien soit telle que les conditions prévues, en regard de ce produit, dans la colonne 4 de ladite liste A, se trouvent remplies.

Art. 7.— Lorsque les listes A et B de l'annexe 3 disposent que les marchandises obtenues dans un Etat membre, dans un pays ou territoire, ou dans un Etat africain ou malgache, n'en sont considérées comme originaires, qu'à condition que la valeur des produits mis en œuvre n'excède pas un pourcentage à déterminer de la valeur des marchandises obtenues, les valeurs à prendre en considération pour la détermination de ce pourcentage sont :

a) d'une part :

en ce qui concerne les produits dont il est justifié qu'ils ont été importés : leur valeur en douane au moment de l'importation soit à titre définitif, soit à titre temporaire ;

en ce qui concerne les produits d'une origine indéterminée, le premier prix vérifiable payé pour lesdits produits dans l'Etat membre, le pays ou territoire, ou l'Etat associé, où s'effectue la fabrication ;

b) d'autre part, le prix ex-usine des marchandises obtenues, déduction faite des taxes intérieures restituées ou à restituer en cas d'exportation.

Par prix « ex-usine », on entend le prix payé au fabricant dans l'entreprise duquel a été effectuée l'ouvraison ou la transformation. Lorsque cette ouvraison ou transformation a été effectuée successivement dans deux ou plusieurs entreprises, le prix à prendre en considération est celui payé au dernier fabricant.

Art. 8.— 1<sup>o</sup>) Pour l'application des dispositions de l'article 2 ci-dessus, sont considérés comme transportés directement depuis l'Etat membre, le pays ou le territoire d'exportation jusque dans l'Etat membre, le pays ou le territoire d'importation :

a) les produits dont le transport s'effectue sans emprunt du territoire d'un pays non partie, ni à l'association des pays et territoires ni à l'association des Etats africains et malgache, et sans transbordement dans un tel pays ;

b) les produits dont le transport s'effectue avec emprunt du territoire d'un ou de plusieurs pays non parties, ni à l'association des pays et territoires, ni à l'association des Etats africains et malgache, ou avec transbordement dans un tel pays, pour autant que la traversée de ces pays s'effectue sous couvert d'un titre de transport unique établi dans un Etat membre, pays ou territoire ;

c) les produits qui, sans être couverts par un titre de transport unique établi dans un Etat membre, pays ou territoire, empruntent le territoire d'un ou de plusieurs pays non parties

ni à l'association des pays et territoires, ni à l'association des Etats africains et malgache, sous réserve que la traversée de ces pays soit justifiée par des raisons géographiques au sens de l'annexe 4 et que soient remplies les conditions fixées à cette annexe.

2°) Pour l'application des dispositions de l'article 3 ci-dessus les règles prévues au paragraphe 1 du présent article sont applicables mutatis mutandis.

### TITRE III

#### *Méthodes de coopération administrative.*

Art. 9.— Les produits originaires, au sens du présent arrêté soit des Etats membres, soit des pays et territoires sont admis dans l'Etat membre, pays, territoire d'importation au bénéfice des dispositions au titre I de la décision du conseil de la communauté économique européenne du 25 février 1964, sur présentation d'un certificat de circulation des marchandises délivré, sur demande écrite de l'exportateur, par les autorités douanières de l'Etat membre, pays, territoire d'exportation (modèle A B 1).

### TITRE IV

#### *Dispositions particulières applicables à l'importation en Polynésie française.*

Art. 10.— Les certificats de circulation des marchandises des modèles AB 1 visés par les services douaniers des Etats membres, des pays et territoires, ne sont plus acceptés par le service des douanes s'il s'est écoulé depuis la date de leur visa un délai supérieur à quatre mois.

Lorsque les certificats de circulation des marchandises sont établis dans une langue étrangère, le service des douanes a la faculté d'en réclamer une traduction.

Art. 11.— 1°) Sont dispensés de la production d'un certificat de circulation des marchandises des modèles AB 1 les marchandises qui font l'objet de petits envois adressés à des particuliers ou contenues dans les bagages personnels des voyageurs pour autant qu'il s'agisse d'importations dépourvues de tout caractère commercial, dès lors que ces marchandises sont déclarées comme étant originaires soit des Etats membres, soit des pays et territoires et qu'il n'existe aucun doute quant à la sincérité de cette déclaration.

2°) Sont considérées comme dépourvues de tout caractère commercial les importations qui :

- a) présentent un caractère occasionnel ;
- b) portent exclusivement sur des marchandises réservées à l'usage personnel ou familial des destinataires, ces marchandises ne devant traduire par leur nature et leur quantité, aucune préoccupation d'ordre commercial ;
- c) et sont constituées de marchandises dont la valeur globale n'est pas supérieure :
  - à 5.500 francs CFP en ce qui concerne les petits envois ;
  - à 18.000 francs CFP en ce qui concerne le contenu des bagages des voyageurs.

### TITRE V

#### *Dispositions particulières applicables à l'exportation.*

Art. 12.— Les certificats de circulation des marchandises des modèles AB 1 présentés au visa du service des douanes à l'appui de déclaration de sortie doivent être établis sur des formules imprimées par l'imprimerie nationale. La fourniture de ces formules incombe aux exportateurs.

Ces certificats doivent être établis conformément aux règles prévues au paragraphe III des notes qui figurent sur chacun d'eux. Ils doivent être complets en toutes leurs parties, accompagnés, le cas échéant, des pièces justificatives utiles et revêtus de la signature de l'exportateur sur chacun des deux feuillets

composant chaque certificat. La signature de l'exportateur ne peut être remplacée par une griffe.

Art. 13.— Lorsqu'un certificat de circulation des marchandises des modèles AB 1 est présenté au visa du service des douanes, la déclaration de sortie correspondante doit être complétée par une mention portant que les marchandises répondent aux conditions requises pour l'obtention de ce certificat et par laquelle le déclarant demande expressément qu'un tel certificat lui soit délivré.

Le service des douanes du bureau d'exportation peut exiger que le déclarant lui délivre par écrit un reçu des certificats de circulation des marchandises qui lui sont remis après visa.

Art. 14.— Toute demande de visa de certificats de circulation des marchandises du modèle AB 1 est irrecevable si elle n'a été formulée, conformément aux dispositions de l'article 13 (1er alinéa) ci-dessus, au moment du dépôt de la déclaration de sortie des marchandises.

Toutefois, à titre exceptionnel, ces certificats peuvent être visés a posteriori lorsqu'il est justifié que, pour une opération déterminée, le certificat correspondant n'a pas été produit lors de l'exportation par suite d'une erreur ou d'une omission involontaire, et sous réserve que le service des douanes n'ait aucun doute quant à la régularité de l'opération. Dans ce cas, le certificat de circulation des marchandises est revêtu de la mention « Délivré a posteriori ».

Art. 15.— Les opérations d'exportation pour lesquelles le déclarant est autorisé à ne faire qu'une déclaration verbale ne peuvent donner lieu au visa de certificats de circulation des marchandises des modèles AB 1.

### TITRE VI

#### *Dispositions particulières aux échanges avec le territoire douanier français et avec les autres territoires d'outre-mer de la République.*

Art. 16.— Pour l'application de l'article 196 du code local des douanes, sont considérés comme produits originaires du territoire douanier français ou des territoires d'outre-mer de la République :

- a) les produits entièrement obtenus, au sens de l'article 4 ci-dessus, dans lesdits territoires ;
- b) les produits obtenus dans lesdits territoires, dans la fabrication desquels sont entrés des produits autres que ceux visés au paragraphe a) ci-dessus, à condition que lesdits produits aient fait l'objet d'une opération ou transformation suffisante au sens de l'article 6 ci-dessus. Cette condition n'est toutefois pas exigée en ce qui concerne les produits originaires de Polynésie française.

Art. 17.— Pour l'application de l'article 196 du code des douanes, sont considérés comme ayant satisfait à la règle du transport direct :

- a) les produits dont le transport depuis le territoire douanier métropolitain ou du territoire d'outre-mer d'exportation jusque dans le territoire de la Polynésie française s'effectue sans emprunt du territoire d'un pays étranger ni transbordement dans un tel pays ;
- b) les produits dont le transport s'effectue avec emprunt du territoire d'un ou de plusieurs des Etats énumérés à l'annexe II ;
- c) les produits autres que ceux visés aux paragraphes a) et b) ci-dessus, pour autant que leur acheminement s'effectue sous couvert d'un titre de transport unique établi dans le territoire douanier métropolitain ou dans le territoire d'outre-mer d'expédition ;
- d) les produits qui sont acheminés dans le territoire de la Polynésie française dans les conditions visées à l'annexe IV.

## TITRE VII

*Dispositions diverses et transitoires.*

Art. 18.— Les dispositions du présent arrêté ne s'appliquent pas aux produits repris à l'annexe VI. Les règles prévues antérieurement pour ces produits en matières de détermination et de certification de l'origine demeurent en vigueur.

Art. 19.— 1<sup>o</sup>) Les dispositions des articles 2 à 15 ci-dessus ne s'appliquent pas aux produits repris à l'annexe VII. Les règles prévues antérieurement pour ces produits demeurent provisoirement en vigueur.

Toutefois, sont considérés comme ayant satisfait à la condition du transport en droiture ceux de ces produits qui sont acheminés selon les modalités prévues à l'article 8 ci-dessus ainsi qu'à l'annexe 4.

2<sup>o</sup>) Les dispositions de l'article 16, paragraphe b), ci-dessus ne s'appliquent pas aux produits repris à l'annexe VII. Ceux de ces produits qui sont obtenus dans le territoire douanier français ou dans les territoires d'outre-mer de la République, et dans la fabrication desquels sont entrés des produits étrangers, ne sont considérés comme originaire desdits territoires que s'ils ont fait l'objet d'une transformation reprise à la liste annexée à l'arrêté du 30 octobre 1958 ou répondant aux critères de valorisation fixés à cet arrêté.

Art. 20.— Le présent arrêté entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 1966. Les documents antérieurement utilisés pour justifier de l'origine des produits dans les échanges avec les Etats membres, les pays et territoires et les Etats associés ne seront plus acceptés par le service des douanes après le 31 décembre 1966.

Art. 21.— Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent arrêté.

Art. 22.— Le chef de service des douanes est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Papeete, le 12 août 1966.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

R. LANGLOIS.

## ANNEXE I

LISTES DES PAYS ET TERRITOIRES  
ASSOCIES A LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE  
EUROPEENNE

Saint-Pierre et Miquelon.  
Archipel des Comores.  
Côte française des Somalis.  
Nouvelle-Calédonie et dépendances.  
Iles Wallis et Futuna.

Polynésie française.  
Terres australes et antarctiques.  
Surinam.  
Antilles néerlandaises.

## ANNEXE 2

## LISTE DES ETATS ASSOCIES VISES A L'ARTICLE 18 DU PRESENT ARRETE

République fédérale du Cameroun.  
République centrafricaine.  
République du Congo (Brazzaville).  
République de Côte-d'Ivoire.  
République du Dahomey.  
République gabonaise.

République de Haute-Volta.  
République malgache.  
République du Mali.  
République islamique de Mauritanie.  
République du Niger.  
République du Sénégal.  
République du Tchad.  
République togolaise.

## ANNEXE 3

(Voir annexe reprise au J.O.R.F. du 29 juin 1966 page 5432 à 5445).

## ANNEXE 4

Conditions d'application de l'article 8, paragraphe 1 c et 2 c.

1.— Aux fins de l'application de l'article 8, paragraphe 1 c, l'emprunt du territoire d'un ou de plusieurs pays tiers visés ci-après est justifié pour des raisons géographiques lorsque cet emprunt est motivé par la nécessité du débarquement ou de l'embarquement des produits au port de :

Colon (Panama) . . . . .	} En ce qui concerne les échanges avec la Polynésie française.
San Francisco (Etats-Unis d'Amérique) . . . . .	
Sydney (Australie) . . . . .	
Auckland (Nouvelle-Zélande) . . . . .	

2.— Aux fins de l'application de l'article 8, paragraphe 2, l'emprunt du territoire d'un ou plusieurs pays tiers visés ci-après est justifié pour des raisons géographiques lorsque cet emprunt est motivé par la nécessité du débarquement ou de l'embarquement des produits aux ports de :

Alger, Bône, Oran (Algérie) : en ce qui concerne les échanges avec le Niger.

Bathurst et autres ports de l'embouchure de la Gambie : en ce qui concerne les échanges avec le Sénégal.

Tema, Takoradi, Accra (Ghana) : en ce qui concerne les échanges avec la Haute-Volta.

Bata (Guinée espagnole) : en ce qui concerne les échanges avec le Gabon.

Conakry (Guinée) : en ce qui concerne les échanges avec le Mali.

Burutu, Wari (Nigeria) : en ce qui concerne les échanges avec le Cameroun, le Niger et le Tchad.

Calabar (Nigeria) : en ce qui concerne les échanges avec le Cameroun.

Lagos, Apapa (Nigeria) : en ce qui concerne les échanges avec le Cameroun, le Dahomey, le Niger et le Tchad.

Port Harcourt (Nigeria) : en ce qui concerne les échanges avec le Cameroun et le Tchad.

Port-Soudan (Soudan) : en ce qui concerne les échanges avec le Tchad.

3.— Lors de l'emprunt du territoire des pays tiers visés aux paragraphes 1 et 2 ci-dessus, les produits originaires d'un Etat membre, d'un pays ou territoire, ou d'un Etat associé :

— ne doivent pas quitter la surveillance des autorités douanières du pays de transit et ne doivent pas y être mis en libre pratique ;

— ne doivent faire l'objet, pendant la durée de leur séjour, que des manipulations destinées à assurer leur conservation en l'Etat.

La preuve que ces conditions sont réunies est fournie par la production aux autorités douanières de l'Etat membre, du pays ou territoire, ou de l'Etat associé de destination, d'une attestation délivrée par les autorités douanières du pays de transit contenant :

- une description exacte de la marchandise ;
  - la date de l'embarquement et du débarquement des marchandises avec l'indication des navires respectifs ;
  - la certification des conditions dans lesquelles s'est effectué le séjour des marchandises,
- ou, à défaut de cette attestation, de tout autre document jugé probant par les autorités douanières de l'Etat membre du pays ou territoire, ou de l'Etat associé de destination.

## ANNEXE 5

ASSOCIATION DES PAYS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER AB I  
A LA C.E.E. A 0000

Certificat de circulation des marchandises  
Warenverkehrscheinigung  
Certificato per la circolazione delle merci  
Certificaat inzake goederenverkeer

## Déclaration de l'exportateur

Je soussigné .....  
(Nom et prénom, ou raison sociale et adresse complète de l'exportateur)  
....., exportateur des marchandises décrites ci-après :

N° d'ordre	Colis (1)		Désignation des marchandises	Poids brut (kg) ou autres mesures (hl, m3 etc.)
	Marques et numéros	Nombre et nature		
1	2	3	4	5

Nombre total de colis (col. 3) : .....  
Quantités totales (col. 5) : ..... (en toutes lettres)

Observations : .....

déclare que ces marchandises se trouvent en .....  
dans les conditions requises pour l'obtention du présent certificat (2).

Destination (3) : .....

Fait à ....., le .....

(Signature de l'exportateur)

(Mention facultative)

Envoi du ..... n° .....

Visa de la douane.

Déclaration certifiée conforme au vu des justifications présentées et du résultat des contrôles effectués :

Document d'exportation

Modèle ....., n° .....

du ..... Bureau de douane de .....

Le ..... 19.....

(Signature du fonctionnaire)

Cachet  
du bureau

Demande de contrôle du présent  
certificat de circulation AB I.

Le fonctionnaire des douanes soussigné sollicite le contrôle de l'authenticité et de la régularité du présent certificat.

A ....., le .....

(Signature du fonctionnaire).

Cachet  
du bureau

Résultat du contrôle.

Le contrôle effectué par le fonctionnaire des douanes soussigné a permis de constater que le présent certificat de circulation AB I :

1. A bien été délivré par le bureau de douane indiqué et que les mentions qu'il contient sont exactes (1) ;

2. Ne répond pas aux conditions d'authenticité et de régularité requises (voir les remarques ci-annexées) (1).

A ....., le .....

(Signature du fonctionnaire).

Cachet  
du bureau

(1) Rayer la mention inutile.

### I. — MARCHANDISES POUVANT DONNER LIEU AU VISA D'UN CERTIFICAT DE CIRCULATION AB I.

Peuvent seules donner lieu au visa d'un certificat de circulation AB I les marchandises qui, dans l'Etat membre, pays ou territoire d'exportation (1), rentrent dans l'une des catégories suivantes :

1. Marchandises entièrement obtenues dans cet Etat membre, pays ou territoire d'exportation :

- a) Les produits minéraux extraits de son sol ;
- b) Les produits du règne végétal qui y sont récoltés ;
- c) Les animaux vivants qui y sont nés et élevés ;
- d) Les produits provenant d'animaux vivants qui y font l'objet d'un élevage ;
- e) Les produits de la chasse et de la pêche qui y sont pratiqués ;
- f) Les produits marins extraits de la mer par ses bateaux ;
- g) Les rebuts et déchets provenant d'opérations manufacturières et les articles hors d'usage, sous réserve qu'ils y aient été recueillis et ne puissent servir qu'à la récupération des matières premières ;
- h) Les marchandises qui y sont obtenues exclusivement à partir d'animaux ou de produits visés aux alinéas a à g ci-dessus ou de leurs dérivés.

2. Marchandises obtenues dans cet Etat membre, pays ou territoire d'exportation et dans la fabrication desquelles ne sont entrés que des produits primitivement importés d'un autre Etat membre, pays ou territoire à l'exportation duquel ils remplissaient les conditions requises pour l'obtention d'un certificat AB I ainsi que, le cas échéant, des produits rentrant dans la catégorie I ci-dessus.

3. Marchandises obtenues dans cet Etat membre, pays ou territoire d'exportation et dans la fabrication desquelles sont entrés des produits autres que ceux qui rentrent dans les ca-

(1) Les Etats membres, pays et territoires sont :

a) Les Etats membres de la C.E.E. : royaume de Belgique, République fédérale d'Allemagne, République française, République italienne, grand-duché de Luxembourg et royaume des Pays-Bas en Europe ;

b) Les pays et territoires : Saint-Pierre et Miquelon, l'archipel des Comores, la côte française des Somalis, la Nouvelle-Calédonie et dépendances, les îles Wallis et Futuna, la Polynésie française, les terres australes et antarctiques, le Surinam et les Antilles néerlandaises.

(1) Pour les marchandises en vrac, mentionner, selon le cas, le nom du bateau, le numéro du wagon ou du camion.

(2) Voir les notes figurant au verso.

(3) Indiquer l'Etat membre, pays ou territoire de destination.

tégories 1 ou 2 ci-dessus à condition que lesdits produits (ci-après dénommés « produits tiers ») aient fait l'objet d'ouvrages ou de transformations :

a) Qui ont pour effet de ranger les marchandises obtenues sous une position tarifaire (2) autre que celle afférente aux produits tiers mis en œuvre, à moins que les opérations effectuées ne soient reprises sur la liste A annexée à la décision du conseil relative à la définition de la notion de « produits originaires » ;

b) Ou qui, bien que reprises sur la liste A visée à l'alinéa a ci-dessus, satisfont aux conditions particulières prévues à leur égard dans ladite liste A ;

c) Ou qui n'ont pas pour effet de ranger les marchandises obtenues sous une position tarifaire autre que celle afférente aux produits tiers mis en œuvre, mais qui figurent sur la liste B annexée à la décision du conseil relative à la définition de la notion de « produits originaires ».

4. Marchandises primitivement importées d'un Etat membre, pays ou territoire à l'exportation duquel elles ressortissaient à l'une des catégories 1, 2 ou 3 ci-dessus et réexportées en l'Etat vers un autre Etat membre, pays ou territoire.

Note.— En cas d'application de cette règle, l'Etat membre, pays ou territoire d'origine devant figurer sur le certificat de circulation est celui d'où les marchandises en question ont été primitivement importées.

## II.— CHAMP D'APPLICATION DU CERTIFICAT DE CIRCULATION AB I.

Il ne peut être fait usage du certificat de circulation AB I que pour autant que les marchandises auxquelles il se rapporte soient transportées directement de l'Etat membre, pays ou territoire d'exportation dans l'Etat membre, pays ou territoires d'importation.

Sont considérées comme transportées directement de l'Etat membre, pays ou territoire d'exportation dans l'Etat membre, pays ou territoire d'importation ;

a) Les marchandises dont le transport s'effectue sans emprunt du territoire d'un pays tiers à l'association ni transbordement dans un tel pays ;

b) Les marchandises dont le transport s'effectue avec emprunt du territoire d'un ou plusieurs pays tiers à l'association, ou transbordées dans de tels pays, pour autant que la traversée de ces pays s'effectue sous couvert d'un titre de transport unique établi dans un Etat membre, pays ou territoire ;

c) Les marchandises qui, sans être couvertes par un titre de transport unique établi dans un Etat membre, pays ou territoire, empruntent le territoire d'un ou plusieurs pays tiers à l'association pour être embarquées ou après avoir été débarquées aux ports de Colon (Panama), San Francisco (U.S.A.), Sydney (Australie), Auckland (Nouvelle-Zélande) sous réserve que soient remplies les conditions particulières fixées pour le séjour et le transport dans ces pays.

Note.— L'emprunt du territoire d'un Etat associé (3) n'est pas considéré comme étant un emprunt du territoire d'un pays tiers à l'association.

## III.— REGLES A OBSERVER POUR L'ETABLISSEMENT DU CERTIFICAT DE CIRCULATION AB I.

1. Le certificat de circulation AB I est établi dans une des langues dans lesquelles est rédigé le traité instituant la commu-

(2) Par positions tarifaires, on entend celles de la nomenclature de Bruxelles.

nanté économique européenne, et en conformité avec les dispositions de droit interne du pays exportateur.

2. Le certificat de circulation AB I est établi à la machine à écrire ou à la main ; dans ce dernier cas, il doit être rempli à l'encre, en lettre majuscules. Il ne doit comporter ni gratages ni surcharges. Les modifications qui y sont apportées doivent être effectuées en biffant les indications erronées et en ajoutant, le cas échéant, les indications voulues. Toute modification ainsi opérée doit être approuvée par son auteur et visée par les autorités douanières.

3. Chaque article repris sur le certificat de circulation AB I doit être précédé d'un numéro d'ordre. Immédiatement au-dessous de la dernière inscription doit être tracée une ligne horizontale. Les espaces non utilisés doivent être bâtonnés de façon à rendre impossible toute adjonction ultérieure.

4. Les marchandises sont désignées selon les usages commerciaux avec les précisions suffisantes pour en permettre l'identification.

5. L'exportateur ou le transporteur peut compléter la partie du certificat réservée à la déclaration par une référence au document de transport.

Il est également recommandé à l'exportateur ou au transporteur de reporter sur le document de transport couvrant l'expédition des marchandises le numéro de série du certificat AB I.

## IV.— PORTEE DU CERTIFICAT DE CIRCULATION AB I.

Lorsqu'il a été utilisé régulièrement, le certificat de circulation AB I permet d'obtenir, dans l'Etat membre, pays ou territoire d'importation, l'admission des marchandises qui y sont décrites au bénéfice de l'élimination progressive des droits de douane et des restrictions quantitatives ainsi que toutes mesures d'effet équivalent.

Le service des douanes de l'Etat membre, pays ou territoire d'importation peut, s'il l'estime nécessaire, se faire présenter tous autres documents justificatifs, notamment les documents de transport sous le couvert desquels s'est effectuée l'expédition des marchandises.

## V.— DELAI DE PRESENTATION DU CERTIFICAT DE CIRCULATION AB I.

Le certificat de circulation AB I, doit être produit dans le délai de quatre mois, à compter de la date de son visa, au bureau de douane de l'Etat membre, pays ou territoire d'importation où la marchandise est présentée.

(3) Les Etats associés sont : le royaume du Burundi, la République fédérale du Cameroun, la République centrafricaine, la République du Congo (Brazzaville), la République du Congo (Léopoldville), la République de Côte-d'Ivoire, la République du Dahomey, la République gabonaise, la République de Haute-Volta, la République du Niger, la République malgache, la République du Mali, la République islamique de Mauritanie, la République du Rwanda, la République du Sénégal, la République de Somalie, la République du Tchad, la République togolaise.



ASSOCIATION DES PAYS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER AB 1  
A LA C.E.E. A 0000

Certificat de circulation des marchandises  
Warenverkehrsbescheinigung  
Certificato per la circolazione delle merci  
Certificaat inzake goederenverkeer

**Déclaration de l'exportateur**

Je soussigné.....  
(Nom et prénom, ou raison sociale et adresse complète de l'exportateur).  
....., exportateur des marchandises  
décrites ci-après :

N° d'ordre	Colis (1)		Désignation des marchandises	Poids brut (kg) ou autres mesures (hl m3 etc.)
	Marques et numéros	Nombre et nature		
1	2	3	4	5

Nombre total de colis (col. 3).....(en toutes  
Quantités totales (col. 5)..... lettres)

Observations :.....

DECLARE que ces marchandises ont été obtenues en . . .  
. . . et rentrent dans la catégorie . . . (1) reprise  
à la note 1 figurant au verso du certificat de circulation  
AB 1.

PRECISE les circonstances qui ont conféré à ces marchandises  
le caractère de « produits originaires » de la manière sui-  
vante (2) :

PRESENTE les pièces justificatives (3) ci-après :

M'ENGAGE à présenter à la demande des autorités responsa-  
bles, toutes justifications supplémentaires que celles-ci juge-  
raient nécessaires en vue de la délivrance du présent certifi-  
cat, ainsi qu'à accepter, le cas échéant, tout contrôle par les-  
dites autorités de ma comptabilité et des circonstances de la  
fabrication des marchandises susvisées ;

DEMANDE la délivrance d'un certificat de circulation AB 1  
pour ces marchandises.

Fait à . . . le . . .  
(Signature de l'exportateur)

(1) Mentionner le numéro de la catégorie en le complétant, le cas  
échéant, par l'indication de l'alinéa correspondant.

(2) A remplir s'il s'agit de marchandises dans la fabrication des-  
quelles sont entrés des produits importés d'un autre Etat membre,  
pays ou territoire ou d'un pays tiers ou bien des produits d'origine  
indéterminée.

Indiquer les produits mis en œuvre, leur position tarifaire, leur  
provenance, en cas de besoin, le processus de fabrication conférant  
l'origine de l'Etat membre, pays ou territoire de fabrication (appli-  
cation de la liste B ou des conditions particulières prévues à la  
liste A), les marchandises obtenues et leur position tarifaire.

Si les produits mis en œuvre ne doivent pas dépasser en valeur  
un certain pourcentage de la marchandise obtenue pour que ce soit  
conféré à cette dernière le caractère de « produit originaire »,  
indiquer :

— pour les produits mis en œuvre :

— la valeur en douane si ces produits sont d'origine tierce ;

— le premier prix vérifiable payé pour lesdits produits sur le  
territoire de l'Etat membre, pays ou territoire où s'effectue la fa-  
brication, s'il s'agit de produits d'origine indéterminée ;

— pour les marchandises obtenues : le prix « ex-usine », c'est-à-  
dire le prix payé au fabricant dans l'entreprise duquel s'est effectuée  
l'ouvraison ou la transformation. Lorsque cette ouvraison ou trans-  
formation est effectuée dans deux ou plusieurs entreprises, le prix  
à prendre en considération est celui payé au dernier fabricant.

(3) Par exemple, certificats de circulation AB 1, documents d'im-  
portation, facture, etc. se référant aux produits mis en œuvre et,  
le cas échéant, à la marchandise importée d'un autre Etat membre,  
pays ou territoire et destinée à la réexportation en l'état.

**ANNEXE 6**

**LISTE DES PRODUITS EXCLUS DE L'APPLICATION  
DU PRESENT ARRETE**

Numéros du tarif douanier	Désignation des produits
Ex 27-07 B I	Huiles aromatiques assimilées au sens de la note II du chapitre 27, distillant plus de 65 p. 100 de leur volume jusqu'à 250° C (y compris les mé- langes d'essences de pétrole et de benzol) desti- nées à être utilisées comme carburants ou comme combustibles.
27-09 à 27-16	Huiles minérales et produits de leur distillation. Matières bitumineuses ; cires minérales.
29-01 A I, B II a D I a	Hydrocarbures ; — Acycliques ; — Cyclaniques et cycléniques, à l'exclusion des a- zulènes ; — Benzènes, toluène, xylènes ; destinés à être utilisés comme carburants ou comme combustibles.
Ex 34-03 A	Préparations lubrifiantes, à l'exclusion de celles con- tenant en poids 70 p. 100 ou plus d'huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux, contenant des huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux.
Ex 34-04	Cires à base de paraffine, de cires de pétrole ou de minéraux bitumineux, de résidus paraffineux.
Ex 38-14 B I a et b 38.19 E	Additifs préparés pour lubrifiants. Alkylidènes en mélanges.

## ANNEXE 7

## LISTE DES PRODUITS VISES A L'ARTICLE 20

Numéros du tarif douanier	Désignation des produits
Ex 03-01 B II	Filets de poissons de mer congelés.
03-02	Poissons simplement salés ou en saumure, séchés ou fumés.
15-04	Graisses et huiles de poissons et de mammifères marins, même raffinées.
15-07 B II	Huiles végétales et alimentaires.
Ex 15-13	Margarine.
16-02	Autres préparations et conserves de viandes ou d'abats.
16-04	Préparations et conserves de poissons, y compris le caviar et ses succédanés.
16-05	Crustacés et mollusques (y compris les coquillages), préparés ou conservés.
18-03	Cacao en masse ou en pains (pâte de cacao) même dégraissé.
18-04	Beurre de cacao, y compris la graisse et l'huile de cacao.
18-05	Cacao en poudre, non sucré.
20-04	Fruits, écorces de fruits, plantes et parties de plantes, confits au sucre (égouttés, glacés, cristallisés).
Ex 20-05	Purées et pâtes de fruits, confitures, gelées, marmelades, obtenues par cuisson, avec addition de sucre.
24-02 A, B et C	Cigarettes, cigares et cigarillos; tabac à fumer.
41-02	Cuir et peaux de bovins (y compris les buffles) et peaux d'équidés, préparés, autres que ceux des numéros 41-06 à 41-08 inclus.
Ex 41-03	Peaux de bovins, préparées, autres que celles des numéros 41-06 à 41-08 inclus (à l'exception des peaux de métis des Indes retannées).
Ex 41-04	Peaux de caprins, préparées, autres que celles des numéros 41-06 à 41-08 inclus (à l'exception des peaux de métis des Indes retannées).
41-05	Peaux préparées d'autres animaux, à l'exclusion de celles des numéros 41-06 à 41-08 inclus.
Ex 50-09, ex 50-10, ex 51-04, ex 53-11, ex 53-12, ex 53-13, ex 54-05, ex 55-07, ex 55-08, ex 55-09, ex 56-07.	Tissus imprimés.
Ex chapitre 84	Chaudières, machines, appareils et engins mécaniques, à l'exception des moteurs à explosion ou à combustion interne, à piston (ex 84-06), des moteurs et machines motrices autres que propulseurs à réaction et turbines à gaz (84-08 C et D), des produits de la position 84-15 et des machines à coudre (ex 84-41 A).
Chapitre 87	Voitures automobiles, tracteurs, cycles et autres véhicules terrestres.

ARRETE n° 2777 AA/DOM du 22 août 1966 rendant exécutoire la délibération n° 66-69 du 13 juin 1966 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, accordant à Mme Marianne Cowan, la concession définitive d'un emplacement du domaine public maritime à Arue, d'une superficie de 4.500 m<sup>2</sup>.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire, Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 66-69 du 13 juin 1966 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, accordant à Mme Marianne Cowan, la concession définitive d'un emplacement du domaine public maritime à Arue, d'une superficie de 4.500 m<sup>2</sup>.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera, selon la procédure d'urgence.

Papeete, le 22 août 1966.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

R. LANGLOIS.

DELIBERATION n° 66-69 du 13 juin 1966 accordant à Mme Marianne Cowan, la concession définitive d'un emplacement du domaine public maritime à Arue, d'une superficie de 4.500 m<sup>2</sup>.

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu le décret n° 46-2379 du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative dans les Etablissements français de l'Océanie, modifié par les lois n°s 52-1175 et 57-836 des 21 octobre 1952 et 26 juillet 1957 relatives à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française, modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958;

Vu la délibération de l'assemblée représentative du 7 juin 1949, modifiée et complétée par celle du 14 mars 1963 (n° 63-26) relative aux tarifs applicables aux concessions maritimes en Polynésie française;

Vu la lettre n° 105 DOM en date du 10 mars 1966 de M. le gouverneur, chef du territoire, approuvée en conseil de gouvernement le 9 mars 1966;

Vu l'arrêté n° 1260 AA du 20 avril 1966 convoquant l'assemblée territoriale en session administrative ordinaire;

Vu le rapport n° 66-106 en date du 8 juin 1966 de la commission des affaires financières, économiques et sociales;

Dans sa séance du 13 juin 1966,

Adopte :

Article 1er.— Est accordée à Mme Marianne Cowan, propriétaire à Arue, la concession définitive d'un emplacement du domaine public maritime à Arue d'une superficie de 4.500 m<sup>2</sup> situé au droit du lot n° 6 du domaine Pomare Teritehamatua lui appartenant.

La présente concession est accordée moyennant le prix principal de : *quatre cent cinquante mille francs* (450.000 frs) et aux clauses et conditions suivantes :

1<sup>o</sup>) *Accès public à la mer.*

La concessionnaire laissera un accès public à la mer de 3 mètres de large partant de la route du tombeau du roi et longeant les limites sud-ouest, sud et ouest de sa propriété (lot n° 6) du domaine Pomare Teriitehaamaitau et de la future concession.

2<sup>o</sup>) *Aménagement d'un passage public en front de mer.*

La concessionnaire sera tenue également de ménager et laisser libre un passage public de 3 mètres de largeur sur le remblai, en bordure du front de mer.

3<sup>o</sup>) *Utilité publique.*

Sur simple déclaration d'utilité publique, la concessionnaire s'engage à rétrocéder au territoire, la totalité ou partie de l'emplacement qui lui est présentement concédé, à charge par le territoire d'indemniser ladite concessionnaire.

4<sup>o</sup>) *Interdiction d'aliéner.*

En outre et dans un délai de dix ans pour compter de la date d'aliénation définitive à son profit, la concessionnaire s'engage à ne pas vendre l'emplacement qui lui est présentement concédé.

Art. 2.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Un secrétaire,  
Tetuanui EHU.

Le président,  
Jacques TAURAA.

ARRÊTÉ n° 2819 AA/F du 26 août 1966 *rendant exécutoire la délibération n° 66-94 du 11 août 1966 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, portant modification du budget local d'équipement, exercice 1966.*

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire.

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>.— Est rendue exécutoire la délibération n° 66-94 du 11 août 1966 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, portant modification du budget local d'équipement, exercice 1966.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 26 août 1966.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

R. LANGLOIS.

DÉLIBÉRATION n° 66-94 du 11 août 1966 *portant modification du budget local d'équipement, exercice 1966.*

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu le décret n° 46-2379 du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative dans les Etablissements français de l'Océanie modifié par les lois n° 52-1175 et 57-836 des 21 octobre 1952 et 26 juillet 1957 relatives à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française, modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu la délibération n° 66-6 du 13 janvier 1966 arrêtant le budget local 1966 et toutes les délibérations modificatives ;

Vu la délibération n° 66-82 du 24 juin 1966 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Vu la lettre n° 1166 FT en date du 3 août 1966 de M. le chef de territoire approuvée en conseil de gouvernement le même jour ;

Vu le rapport n° 66-151 en date du 11 août 1966 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 11 août 1966,

ADOpte :

Article 1<sup>er</sup>.— Le budget local d'équipement exercice 1966 est modifié comme suit (*milliers de francs CP*) :

Chapitre	Article	Désignation	Montant précédent	Montant rectifié	Différence par article		Différence par chapitre	
					en plus	en moins	en plus	en moins
51	2	Routes et ponts 29 - Réfection route de ceinture 7.000	36.174	43.174	7.000		7.000	
53	1	Côte est depuis pont Fautaua Achat de terrains 1 - Prolongement avenue Prince Hinoi - 5.000 2 - Relogement de la maison d'arrêt - 2.000	58.907	51.907		7.000		7.000

Art. 2.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

La secrétaire,  
Céline OOPA.

Le président,  
Elie SALMON.

**ARRETE n° 2863 TLS du 31 août 1966 portant fixation de l'indice du coût de la vie et des salaires minima interprofessionnels garantis.**

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,  
Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'Assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'Assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 52-1322 du 15 décembre 1952 instituant un code du travail dans les territoires d'outre-mer ;

Vu l'arrêté n° 1738 TLS du 2 juin 1966 portant fixation de l'indice du coût de la vie et des salaires minima interprofessionnels garantis ;

Vu l'arrêté n° 2527 AE du 3 août 1966 ramenant à la valeur 100 l'indice du coût de la vie ;

Vu l'avis exprimé par la commission consultative du travail en sa séance du 25 août 1966 ;

Le conseil de gouvernement entendu le 31 août 1966,

**Arrête :**

Article 1er.— La valeur de l'indice du coût de la vie, créé par arrêté n° 1258 AE du 3 novembre 1958, est fixée à 173,06 au 1er août 1966.

Art. 2.— Sur la base 170, les salaires minima interprofessionnels garantis sont fixés comme suit, à compter du 1er septembre 1966 :

- 42,50 francs pour le secteur général
- 35,40 francs pour le secteur agricole.

Art. 3.— La valeur de l'indice du coût de la vie étant ramenée à 100 à compter du 1er août 1966, les nouveaux salaires minima interprofessionnels garantis correspondant à cette valeur seront fixés au 1er décembre 1966.

Art. 4.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera selon la procédure d'urgence.

Papeete, le 31 août 1966.

Jean SICURANI.

## AVIS OFFICIELS

**RECTIFICATIF** au tableau de l'indice du coût de la vie au 1<sup>er</sup> mai 1966 publié au *Journal officiel* de la Polynésie française du 31 mai 1966 (page 283, 2<sup>e</sup> colonne).

*Au lieu de :*

Indice partiel - Loyer..... 141,92  
Indice partiel pondéré..... 21,28

*Lire :*

Indice partiel - Loyer..... 168,78  
Indice partiel pondéré..... 25,31

## INDICE DU COUT DE LA VIE

au 1<sup>er</sup> août 1966.

Application de l'arrêté n° 2527 AE du 3 août 1966 :

Tableaux	55 % Alimen- tation	15 % Habile- ment et linge de maison	15 % Entretien et frais divers	15 % Loyer (1)	Indice général de variation
Valeurs-éta- lon au 1 <sup>er</sup> août 1966 (en francs CFP).....	118.596.—	8.467.—	20.324.—	62.850.—	
au 1 <sup>er</sup> août 1966 :					
Indice partiel (en points d'in- dice).....	100	100	100	100	
Indice partiel pondéré.....	55	15	15	15	100

(1) Valeur constatée pour 12 logements-type.

\* \* \*

Le raccordement avec l'indice calculé sur les valeurs-éta-  
lon définies par l'arrêté n° 145 AE/PLAN du 23 janvier 1959  
s'effectue d'après les tableaux suivants (base 100 au 1<sup>er</sup> février  
1959) :

Tableaux	55 % Alimen- tation	15 % Habile- ment et linge de maison	15 % Entretien et frais divers	15 % Loyer	Indice général de variation
au 1 <sup>er</sup> fév. 1959	100	100	100	100	100
au 1 <sup>er</sup> août 1966 :					
Indice partiel (en points d'in- dice).....	192,52	123,93	155,31	168,78	
Indice partiel pondéré.....	105,88	18,58	23,29	25,31	173,06

## PARTIE NON OFFICIELLE

### ANNONCES DIVERSES

EN VENTE A L'IMPRIMERIE OFFICIELLE

**Statistiques douanières**

Année 1965 — Prix : 300 francs